

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire DC2PAT-BAE n°2024-695  
modifiant l'arrêté préfectoral n° PR/DAGR/2009/407 du 7 juillet 2009  
autorisant la société CHOPEX  
à exploiter une installation de valorisation de déchets non dangereux  
sur le territoire de la commune de Morcenx-la-Nouvelle**

**La Préfète des Landes,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V,
- Vu** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, Préfète des Landes,
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets (BREF WT) relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED,
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-136-DC2PAT du 3 mai 2024 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, Secrétaire Générale de la préfecture des Landes,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 7 juillet 2009, complété par les arrêtés préfectoraux du 5 avril 2013, du 12 août 2014 et du 23 novembre 2023,
- Vu** le courrier préfectoral du 22 août 2014 mettant à jour la situation administrative de l'établissement au titre des rubriques ICPE,
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis le 30 septembre 2022, complété les 18 janvier, 14 mai et 30 mai 2024, pour la mise en place d'une 2<sup>ème</sup> ligne de fabrication de combustible solide de récupération (CSR) à partir de déchets non dangereux,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 septembre 2024 proposant à Madame la Préfète de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour l'établissement CHOPEX,
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant par courriel du 23 septembre 2024,
- Vu** la réponse de l'exploitant par courrier du 4 octobre 2024 concernant le projet d'arrêté,
- Vu** le nouveau projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant par courriel du 25 octobre 2024,
- Vu** la nouvelle réponse de l'exploitant par courrier du 4 novembre 2024 concernant le projet d'arrêté,

- Considérant** qu'en application des dispositions du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- Considérant** que le dossier transmis par l'exploitant présente les risques et les impacts en lien avec le projet, ainsi que les mesures de prévention et de protection associées,
- Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement,
- Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,
- Considérant** que la modification prévue par l'exploitant nécessite d'actualiser certaines prescriptions réglementaires de l'autorisation d'exploiter et de fixer des prescriptions complémentaires,
- Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

## ARRÊTE

### Article 1 – Identification

La société CHOPEX, dont le siège social est situé 471 route de Cantegrit Est à Morcenx-la-Nouvelle (40110), qui est autorisée à exploiter une installation de valorisation de déchets non dangereux à la même adresse, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Madame la Préfète, les dispositions des articles suivants.

Les dispositions contraires prévues par les actes antérieurs sont abrogées.

### Article 2 – Liste des installations ICPE concernées par l'autorisation environnementale

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité	Régime
2716.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	6 000 m <sup>3</sup> de DND à traiter*	Enregistrement
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j.	260 t/j <i>Broyage de déchets non dangereux</i>	Autorisation
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE. [...]	260 t/j	Autorisation (IED)

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité	Régime
	- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération		

\* classement sous la rubrique 2716 des volumes de déchets non dangereux en amont du procédé uniquement, les volumes de CSR produits sont intégrés dans le périmètre de la rubrique 2791

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3532 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF WT – Traitement de déchets.

L'exploitant est tenu de respecter également les dispositions suivantes en termes d'activités :

Situation	Stock maximal de DND à traiter	Stockage de biomasse	Stock maximal de combustible produit	Flux annuel de DND (DAE + bois B)	Dont flux annuel de biomasse	Flux annuel de combustibles produits	Capacité de broyage de DND
Situation future	6 000 m3	0 m3(*)	5 600 m3	94 900 t	0	80 665 t	260 t/j

(\*) l'alvéole de stockage de la biomasse (installation existante) sera désormais dédiée au stockage du combustible produit

La préparation de combustibles solides de récupération (CSR) in situ doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 susvisé ou tout texte se substituant à ce dernier.

### Article 3 – Liste des installations Loi sur l'eau (IOTA) concernées par l'autorisation environnementale

Rubrique	Installations et activités concernées	Caractéristiques	Régime
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	37 740 m <sup>2</sup>	Déclaration

### Article 4 – Caractéristiques des rejets atmosphériques canalisés en sortie d'installation de broyage / affinage de déchets non dangereux

Un point de rejet canalisé est présent en sortie du système de dépoussiérage de la zone de broyage, tri et affinage des déchets réceptionnés sur chacune des lignes de fabrication de CSR.

Les caractéristiques techniques des points de rejets sont les suivantes :

Point de rejet	Hauteur de la cheminée	Diamètre de la cheminée	Vitesse minimale d'éjection des gaz	Débit nominal de rejet des gaz	Durée de fonctionnement annuel
n°1	15 m	1,1 m	12 m/s	55 000 Nm <sup>3</sup> /h	7 000 h
n°2	16 m	1,1 m	12 m/s	70 000 Nm <sup>3</sup> /h	7 000 h

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kilopascals) déduction faite de la vapeur d'eau (gaz secs).

Chaque ligne de fabrication de CSR est équipée d'un système de dépoussiérage industriel qui capte les poussières directement au plus proche de leurs points d'émissions. Ce système se compose d'un réseau de tuyauteries, d'un filtre à manches positionné à l'extérieur du bâtiment et d'un ventilateur de tirage fonctionnant en dépression.

Les filtres à manches sont correctement dimensionnés et entretenus par l'exploitant et les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, le hall de réception des déchets dangereux en amont du procédé de fabrication de CSR est muni d'un dispositif de brumisation.

#### **Article 5 – Auto-surveillance des rejets atmosphériques canalisés en sortie d'installation de broyage / affinage de déchets non dangereux**

L'exploitant met en place une surveillance des rejets atmosphériques canalisés en sortie d'installation de broyage / affinage de déchets non dangereux, telle que définie ci-après.

Rejets n°1 et 2 :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure
Poussières	Semestrielle	Normes en vigueur

#### **Article 6 – Valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 degrés kelvin) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), et en flux de polluant :

Paramètre	Rejet n°1		Rejet n°2	
	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux (g/h)	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux (g/h)
Poussières	5	275	5	350

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### **Article 7 – Caractérisation des poussières dans les rejets atmosphériques**

L'exploitant procède à une campagne de caractérisation (concentration et flux massique) des poussières dans ses rejets atmosphériques dans un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Les paramètres concernés sont les métaux (Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn, Cd, Pb, Hg, Tl, As, Se, Te) et toute autre substance susceptible d'être émise au cours de procédé de fabrication du CSR.

Les résultats d'analyses de la campagne sont transmis à l'inspection des installations classées dans un **délai de 15 jours** à compter de leur disponibilité.

#### **Article 8 – Nature et provenance des déchets réceptionnés sur le site**

L'exploitant est autorisé à réceptionner sur son site les déchets suivants :

Tableau 3 : liste des déchets admis	
Code déchet (selon Annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement)	Désignation
02 01 04	Déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)
02 01 99	Déchets non spécifiés par ailleurs
02 01 07	Déchets provenant de la sylviculture
03 01 01	Déchets d'écorce et de liège
03 01 05	Sciures de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04
03 01 99	Déchets non spécifiés par ailleurs
03 03 01	Déchets d'écorce et de bois
03 03 08	Déchets provenant du tri de papier et de cartons destinés au recyclage
03 03 09	Boues carbonatées
03 03 10	Refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique
04 02 09	Matériaux composites (textiles imprégnés, élastomères, plastomères)
04 02 21	Fibres textiles non ouvrées
04 02 22	Fibres textiles ouvrées
07 02 13	Déchets plastiques
15 01 01	Emballages en papier, cartons
15 01 02	Emballages en matière plastique
15 01 03	Emballages en bois
15 01 05	Emballages composites
15 01 06	Emballages en mélange
15 01 09	Emballages textiles
16 02 03	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtement de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02
16 01 03	Pneus hors d'usage
16 01 19	Matières plastiques
16 01 99	Déchets non spécifiés par ailleurs
16 03 06	Déchets d'origine organique autres que ceux visés à la 16 03 05
17 02 01	Bois

Tableau 3 : liste des déchets admis	
Code déchet (selon Annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement)	Désignation
17 02 03	Matières plastiques
19 02 03	Déchets pré-mélangés composés uniquement de déchets non dangereux
19 05 01	Fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés
19 05 02	Fraction non compostée des déchets animaux et végétaux
19 05 03	Compost déclassé
19 05 99	Déchets non spécifiés par ailleurs
19 08 01	Déchets de dégrillage
19 09 01	Déchets solides de première filtration et de dégrillage
19 10 04	Fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03
19 12 01	Papier et carton
19 12 04	Matières plastiques et caoutchouc
19 12 07	Bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06
19 12 08	Textiles
19 12 10	Déchets combustibles (combustible issu de déchets)
19 12 12	Autres déchets (y compris mélange) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
20 01 01	Papier et cartons
20 01 10	Vêtements
20 01 12	Textiles
20 01 38	Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37
20 01 39	Matières plastiques
20 02 03	Autres déchets non biodégradables
20 03 01	Déchets municipaux en mélange
20 03 07	Déchets encombrants
20 03 99	Déchets municipaux non spécifiés par ailleurs

Les déchets acceptés au sein de l'installation proviennent de plateformes de regroupement et de transit de déchets non dangereux situées dans les départements des Pyrénées-Atlantiques, des Landes, de la Gironde et du Lot-et-Garonne.

Ponctuellement, des apports peuvent être réalisés depuis les autres départements de la région Nouvelle-Aquitaine et les régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

## Article 9 – Systèmes de détection automatique d'incendie

Tous les bâtiments fermés considérés comme locaux à risques, en particulier ceux à l'intérieur desquels sont entreposés des déchets combustibles, sont munis d'un système de détection automatique d'incendie.

Un report des alarmes est prévu sur une centrale de détection, ainsi qu'en salle de commande de l'établissement voisin INERTAM.

L'ensemble des systèmes de détection automatique d'incendie, ainsi que la centrale de détection, sont correctement entretenus et contrôlés périodiquement (fréquence semestrielle a minima) par un organisme extérieur certifié. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les défauts éventuels remontés par la centrale de la détection automatique d'incendie sont consignés sur un carnet ou par informatique de manière **hebdomadaire**. En cas de défaut avéré, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires.

## Article 10 – Moyens de lutte contre l'incendie

Les besoins en eaux d'extinction d'incendie pour lutter contre un incendie d'une durée de 2 heures sont évalués à un volume de 360 m<sup>3</sup> correspondant à un incendie de la zone de réception et de préparation des déchets non dangereux de 2 186 m<sup>2</sup> à l'intérieur du nouveau bâtiment.

Les besoins en eaux d'extinction sont assurés par :

- deux poteaux d'incendie : un poteau incendie à 10 mètres au Nord du futur bâtiment (dans la zone des effets létaux significatifs en cas d'incendie des alvéoles d'entreposage du CSR), un poteau au Nord-Ouest à environ 270 mètres à l'entrée du site CHOPEX ;
- une réserve incendie interne de 400 m<sup>3</sup> à moins de 200 mètres à l'Ouest du nouveau bâtiment ;



- une réserve incendie externe au Nord-Ouest à environ 140 mètres : bassin commun de la zone industrielle de 215 m<sup>3</sup> d'eau incendie ;
- un réseau de 11 RIA, dont 7 existants.

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est correctement entretenu et contrôlé périodiquement (fréquence annuelle a minima) par un organisme extérieur certifié. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 11 – Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

Le confinement des eaux d'extinction d'incendie, évalué à 737 m<sup>3</sup>, est assuré par le bassin de collecte des eaux pluviales de 2 108 m<sup>3</sup>.

L'exploitant s'assure de disposer en permanence d'un volume libre de 737 m<sup>3</sup> dans le bassin de collecte des eaux pluviales. Ce volume libre doit être facilement identifiable sur site (pige, marque de niveau, etc.).

#### **Article 12 – Publicité**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Morcenx-la-Nouvelle, et peut y être consultée par les personnes intéressées ;
- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Morcenx-la-Nouvelle pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 13 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de Morcenx-la-Nouvelle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CHOPEX.

Mont-de-Marsan, le 23 DEC. 2024

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérécourse citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).